

L'Eurodistrict PAMINA se transforme en GECT !

La cérémonie de création d'un GECT pour l'Eurodistrict PAMINA à la frontière franco-allemande s'est tenue le 11 janvier 2017 à Haguenau. Ce nouveau statut s'accompagne d'une évolution de la gouvernance de la structure, dont voici, pour l'année 2017, les principaux objectifs.



Rémi Bertrand
Président du GECT
Eurodistrict PAMINA

Après 30 années de coopération dans l'espace PAMINA et 14 années de fonctionnement en Groupement local de coopération transfrontalière (GLCT), les collectivités membres se sont accordées sur le principe d'une transformation en GECT. L'arrêté préfectoral en date du 15 décembre 2016 a créé le GECT, avec un siège en France à Lauterbourg. Étant élu premier président du GECT, j'ai proposé de faire évoluer la gouvernance actuelle, en mettant l'accent sur la mutualisation des compétences et des moyens, sur la base d'un rééquilibrage du partenariat français avec l'adhésion des communautés de communes disposant d'une frontière avec le territoire allemand. Concernant de manière plus globale le GECT, je souhaite développer une politique collective et solidaire face aux enjeux européens. Je pense que pour 2020, la Commission européenne devra faire des choix et proposer des solutions pour les territoires transfrontaliers. L'enjeu majeur de la coopération est de réussir l'intégration européenne à la proximité immédiate des frontières d'Etats et le GECT est certainement l'outil prédestiné pour relever ce défi. Le chemin pour y arriver sera long et périlleux, mais l'Eurodistrict PAMINA compte bien le suivre et créer les conditions nécessaires pour tous les citoyens sans discrimination d'accès aux formations, à l'emploi, à l'éducation, à la mobilité, au logement, à la vie sociale, et aux loisirs.



Outre l'adhésion des communautés de communes françaises, il est prévu de mettre en œuvre un "Plan d'action Mobilité PAMINA" comprenant le projet de réalisation d'un réseau de tram-train transfrontalier reliant les trois territoires de l'Eurodistrict (Mittlerer Oberrhein, Sud Palatinat et Alsace du Nord) grâce à des lignes existantes ou à réactiver. Ce projet à long terme et à forte valeur ajoutée économique nécessitera dès 2017 une expertise au niveau de sa faisabilité. Le GECT devrait également améliorer sa politique de mutualisation des compétences des acteurs de son territoire grâce à la signature d'une convention de partenariat avec la TechnologieRegion Karlsruhe sur les thématiques de l'économie, de l'innovation et de la science en "transfrontalier". L'année 2017 prévoit également un partenariat transfrontalier autour d'un projet de Géothermie dans le

Canton de Wissembourg, porté par le Conseil départemental du Bas-Rhin ; un partenariat transfrontalier autour du projet de revitalisation de l'ancienne base militaire de Drachenbronn, dans sa dimension touristique ; un soutien dans le cadre de la création d'un "site expérimental numérique franco-allemand" sur une partie transfrontalière du réseau routier de la France et de l'Allemagne, pour permettre à l'industrie et à la recherche de réaliser des expérimentations en situations réelles de circulation. Dès 2017, seront également engagées des réflexions pour l'élaboration d'un "Plan d'action Economie PAMINA" ainsi qu'un travail en réseau au niveau des quatre Eurodistricts du Rhin supérieur et de l'Eurodistrict SaarMoselle, qui couvrent 90% de la frontière franco-allemande avec un élément de proximité très fort vis-à-vis des citoyens. [Plus d'infos](#)

ÉVÉNEMENTS

Le programme et les inscriptions sont en ligne pour la 20^{ème} Assemblée générale de la MOT

15 et 16 mars 2017 à Belval (Luxembourg) et Villerupt (France), à l'invitation du GECT Alzette Belval
- 15 mars 2017 : instances de la MOT
- 16 mars 2017 : visites de terrain (Belval et Micheville), présentation du GECT Alzette Belval, plateforme des techniciens

[Programme et inscriptions en ligne.](#)

Conférence "Cross-border crisis management and natural disasters", organisée par le Comité des Régions, en partenariat avec la MOT, 3 février 2017 à Bruxelles

Conférence "Allemagne et régions voisines - La route vers une observation du territoire", 9 et 10 février 2017 à Berlin

Conférence annuelle du Centre for Cross Border Studies, 23 et 24 février 2017 à Armagh (Irlande du Nord)

Salon des transfrontaliers (franco-suisse), du 6 au 8 avril 2017 à Annemasse

[Tous les événements](#)

Coopération franco-suisse "Une bonne nouvelle pour les frontaliers!"

Michel Charrat, président du Groupement transfrontalier européen, trésorier de la MOT, nous livre son analyse de la mise en application de la votation de février 2014 qui visait, en Suisse, à limiter le nombre de travailleurs étrangers.

"En Suisse la démocratie directe s'applique dans tous les cantons et au niveau fédéral. Les votations permettent au peuple souverain de s'exprimer sur tous les sujets le concernant. Mais il arrive parfois, que ces citoyens souverains votent un texte qui se révèle par la suite inapplicable ! La votation du 9 février 2014 visant à limiter le nombre d'étrangers en Suisse et donc à mettre fin à la libre circulation des personnes en est un bel exemple. Depuis presque trois ans, la Suisse et l'Europe mènent des négociations tendues à ce

sujet.

Le Gouvernement fédéral ayant trois ans pour mettre en application la décision populaire, il fallait désormais agir vite. Juste avant les fêtes, les Chambres ont voté un projet qui permet de sauvegarder les relations avec l'Union européenne. Un texte qui, il faut bien le reconnaître, est bien loin de l'esprit de cette votation. Il n'est ainsi plus question de quotas mais simplement de l'obligation pour les entreprises suisses d'annoncer leurs postes vacants aux Offices de placement et de convoquer les candidats au chômage. Les entreprises n'ont par contre aucune obligation d'embauche et de justification de leur choix. Il est même précisé que ces dispositions ne s'appliqueront que lorsque le taux de chômage sera supérieur à la moyenne, sans que l'on sache exactement à quelle

moyenne le législateur fait référence.

Bref, le pragmatisme helvète prime une fois encore dans l'application d'un vote populaire. Entre une votation passée d'extrême justesse (50.3%) et les conséquences d'une rupture possible avec l'Union européenne, le Gouvernement a fait son grand écart. Une position qui semble satisfaire tous les partis, à moins que l'UDC, le parti d'extrême droite qui avait lancé la pétition, n'envisage pas de lancer un referendum pour s'opposer à cette mise en application.

Nous attendons avec impatience l'ordonnance fédérale de mise en application pour constater si les intentions sont réellement traduites dans l'application. Mais au final, c'est plutôt une bonne nouvelle pour les frontaliers."

[Plus d'infos](#)



Kussbus, un service de transport innovant destiné aux frontaliers de la Grande Région

Kussbus est une start-up luxembourgeoise qui vient de lancer un service innovant de navette domicile-travail sur le territoire Luxembourg-France-Belgique-Allemagne. L'objectif est d'améliorer au quotidien la circulation entre ces quatre pays qui concentrent des déplacements de frontaliers très importants. Partant du constat que 80% de ces frontaliers préfèrent la voiture pour se rendre au travail et sont le plus souvent seuls à bord,

Kussbus propose une alternative au train et aux lignes de bus transfrontalières, avec un service de porte à porte et un suivi en temps réel via une application smartphone. "Un tel service, ambitieux, prend du temps. Les premiers voyages test auront lieu en juin-juillet 2017. Et les navettes devraient être mises en place pour la rentrée suivante", précise Nicolas Back, cofondateur de Kussbus.

[Plus d'infos](#)

Une "Communauté du Savoir" franco-suisse



Lors d'une rencontre à Belfort le 1^{er} décembre 2016, un accord-cadre réunissant sept établissements universitaires de l'arc jurassien franco-suisse a été signé, mettant en place une "Communauté du savoir". Cet accord

marque la volonté des partenaires de développer leur coopération, axée notamment sur le financement de bourses de stages pour les étudiants désireux d'étudier de l'autre côté de la frontière.

[Plus d'infos](#)

Un rapport parlementaire aborde la question des handicapés français en Belgique

Un rapport du Sénat du 14 décembre 2016 formule des propositions pour améliorer la prise en charge des personnes handicapées accueillies dans des établissements wallons : "Le problème du départ des personnes handicapées françaises en Belgique est indissociable des difficultés rencontrées en France par les acteurs du monde du handicap", précise le rapport.

[Plus d'infos](#)

Réunion finale du groupe d'experts de la Cross-border Review

La MOT a participé à la quatrième et dernière réunion d'experts de la Cross-border Review qui s'est tenue le 15 décembre à Bruxelles. L'étude finale, incluant une série de recommandations, devrait être publiée début 2017. Ce travail aboutira à une Communication de la Commission attendue pour septembre 2017 sur les moyens à mettre en œuvre pour mieux identifier et résoudre les obstacles à la coopération transfrontalière en Europe. Une première étude intitulée ["Collecting solid evidence to assess the needs to be addressed by Interreg cross-border cooperation programmes"](#) a déjà été publiée et une [base de données analysant 237 obstacles transfrontaliers](#) a été mise en ligne.

[Plus d'infos](#)

Les études réalisées par la MOT en 2016

La MOT intervient auprès des acteurs de la coopération transfrontalière dans le cadre d'études et de mission d'expertise. En 2016, elle a réalisé ou engagé les douze études suivantes :

À l'échelle régionale et locale :

- **Liaisons maritimes hivernales entre la Corse et la Sardaigne**
Appui technique et juridique pour la collectivité territoriale de Corse pour la mise en place de liaisons maritimes hivernales de fret et de passagers entre la Corse et la Sardaigne.
- **Schéma de développement territorial de la Grande Région**
Appui à la réalisation du schéma pour le Sommet de la Grande Région.
- **"Eco bonus" mobilité à la frontière avec le Luxembourg**
Accompagnement du groupe EGIS pour la mise en place d'un projet "éco bonus" destiné à promouvoir la mobilité douce à la frontière franco-luxembourgeoise.
- **Gestion et exploitation d'un bac entre Saint-Laurent du Maroni (Guyane) et Albina (Suriname)**
Étude pour la collectivité territoriale de Guyane concernant les aspects juridiques de la gestion et de l'exploitation du bac.
- **Schéma de coopération**

transfrontalière de la Métropole européenne de Lille (MEL)

Accompagnement de la MEL dans l'élaboration de son schéma de coopération transfrontalière.

• Groupement européen de coopération territoriale (GECT) du Parc marin international des Bouches de Bonifacio

Accompagnement technique à la mise en place du GECT.

• Policy paper sur la plus-value de la coopération transfrontalière

Rédaction d'un "policy paper" pour le Grand-Duché de Luxembourg, mandaté par la Grande Région, afin de démontrer les avantages de la coopération transfrontalière.

• Stratégie d'intervention économique Pays de Saint-Louis et des Trois Frontières

Étude menée avec le cabinet Acadie pour élaborer une stratégie d'intervention économique adaptée au territoire transfrontalier.

À l'échelle nationale :

• Les enjeux transfrontaliers des Métropoles

Accompagnement du CGET afin d'étudier le positionnement



transfrontalier de trois métropoles (Strasbourg, Lille et Nice) dans la loi "MAPTAM".

• Les enjeux transfrontaliers dans les espaces de montagne

Étude menée pour le CGET dans le cadre de la Loi "Montagne".

À l'échelle internationale :

• La coopération transfrontalière en Afrique centrale

Étude pour l'Association internationale des Maires francophones (AIMF) afin de réaliser un diagnostic et un argumentaire au développement de la coopération en Afrique centrale.

• Programme CEDEAO de financement de projets de coopération transfrontalière

Étude de la mise en place d'un programme de la CEDEAO visant à financer des projets de coopération transfrontalière dans les États ouest-africains, sur le modèle d'Interreg.

[Plus d'infos sur les études réalisées par la MOT.](#)

[Accès réservé \(études téléchargeables pour les adhérents\).](#)

Troisième réunion du groupe intergouvernemental sur les solutions innovantes aux obstacles transfrontaliers

La troisième réunion du groupe intergouvernemental impulsé par le Luxembourg et la France a eu lieu le 14 décembre 2016 à Bruxelles. Les échanges ont porté sur la rédaction d'un rapport final qui présentera les contours du nouvel outil juridique européen (European Cross-Border Convention (ECBC)), proposé par le groupe et destiné à faciliter la résolution d'obstacles transfrontaliers. Ce même rapport alimentera les travaux de la Commission dans la préparation d'une Communication prévue en septembre sur le thème des obstacles, qui proposera de

nouvelles initiatives européennes. Le rapport portera également sur la définition d'une méthodologie pour l'identification et la résolution d'obstacles ainsi que d'une boîte à outils (incluant l'outil juridique). Il mettra l'accent sur la nécessité d'approches nationales efficaces et coordonnées, celles menées en Allemagne, en France ou encore en Hongrie ayant été présentées lors de la réunion du 14 décembre. [Tous les documents de la réunion sont en ligne sur le site de la MOT](#), qui assure le secrétariat technique du groupe.

Deux appels à projets : "Actions innovatrices urbaines" et URBACT "Bonnes pratiques"

"Urban Innovative Actions" (UIA) est une initiative de la Commission européenne pour permettre aux autorités urbaines de tester des initiatives innovantes pour répondre aux défis urbains - potentiellement transfrontaliers - qu'elles rencontrent. La Région Hauts-de-France est l'autorité de gestion de ce programme. Actuellement un appel à projets, doté d'un budget de 50 millions d'euros, est en cours jusqu'à mi avril. [Plus d'infos](#)

URBACT a également lancé un appel à projets destiné à identifier et promouvoir les bonnes pratiques des villes - y compris transfrontalières. Cet appel se clôturera le 31 mars 2017. Dans une seconde phase, les bonnes pratiques sélectionnées feront l'objet de transferts au niveau européen dans le cadre du réseau URBACT ("URBACT Transfer Networks"). [Plus d'infos](#)

REVUE DE PRESSE

Le télétravail transfrontalier se profile entre le Luxembourg et la Lorraine

Correspondances Lorraines, 16 décembre

"Travailler au Luxembourg sans quitter la Lorraine résoudrait en partie les problèmes de mobilité. Le télétravail transfrontalier se heurte encore à des obstacles techniques et juridiques, mais des projets de sites dédiés émergent à Thionville, Piennes et Villerupt."

Philippe Richert : « Le transfrontalier est l'ADN de la région Grand Est »

DNA, 14 janvier

"Le dispositif des politiques transfrontalières du Grand Est va être 'intensifié', a annoncé le président Richert en présentant ses vœux au corps diplomatique et consulaire."

Le tram vers Kehl inauguré par Hollande et Merkel

L'Alsace, 17 janvier

"2017 sera une année riche en événements exceptionnels, s'est réjoui le maire de Strasbourg, Roland Ries (PS), en présentant hier ses vœux. [...] Premier événement – dont la date n'est pas précisée – l'inauguration du tram transfrontalier vers Kehl, dont la mise en service interviendra les 29 et 30 avril. Mais le président François Hollande et la chancelière Angela Merkel feront la première traversée officielle du Rhin, fin février."

Bruxelles veut faire payer la Suisse pour les frontaliers au chômage

La Tribune de Genève, 19 déc.

"La Commission européenne veut modifier le système d'indemnisation pour les frontaliers qui perdent leur emploi. Elle a proposé [...] que l'Etat membre où ils ont travaillé pendant les 12 derniers mois soit chargé du paiement des prestations de chômage. Pour la Suisse, qui compte plus de 314000 travailleurs transfrontaliers, cela pourrait engendrer des coûts supplémentaires de plusieurs centaines de millions..."

Les HUG recrutent deux tiers de leurs infirmières en France et cela va durer

La Tribune de Genève, 18 janvier

"Une étude montre la forte attractivité du canton, heureux de trouver une main-d'œuvre formée en France."

Le passage de la frontière sera plus compliqué pour les mineurs français

La Tribune de Genève, 7 janvier

" Craignant des départs de jeunes en zone de guerre, la France rétablit 'les autorisations de sortie du territoire'. A partir du 15 janvier, tout mineur domicilié en France, étranger ou pas, quittant le pays et n'étant pas accompagné par ses parents, devra être muni d'une autorisation signée par ses responsables légaux."

Premiers pas à Ajaccio d'un accélérateur de start-up

Corse Matin, 18 janvier

"Le premier comité de pilotage d'une structure transfrontalière destinée à booster les jeunes entreprises innovantes s'est tenu hier au Palais des congrès. Corses, Sardes, Génois et Varois se sont retrouvés sous l'égide de la CCI2A."

Le campus transfrontalier se dessine au fort de Socoa

Sud Ouest, 23 décembre

"L'Agglomération Sud Pays basque et les universités de Bordeaux et du Pays basque ont validé le projet du Campus Océan Innovation. Même les plus sceptiques doivent se rendre à l'évidence : le projet de création d'un pôle universitaire transfrontalier lié aux problématiques de l'océan est bel et bien en train de voir le jour au fort de Socoa."

Le Pays basque devient une institution territoriale

Le Monde, 30 décembre

"Au 1er janvier 2017, 158 communes [françaises] seront regroupées au sein d'une seule entité."

Consultez tous les articles de presse*
Réservé aux adhérents.
*La MOT met en ligne une centaine d'articles par mois sur la coopération transfrontalière.

Coopération transfrontalière et réseaux de gouvernance en Afrique de l'Ouest

Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, OCDE, Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, 2017

Cette publication examine la contribution des acteurs impliqués dans la coopération transfrontalière au processus d'intégration régionale en Afrique de l'Ouest. S'appuyant sur une méthodologie innovante, les relations formelles et informelles qui lient les acteurs impliqués dans les réseaux de gouvernance transfrontaliers sont cartographiées. Elles éclairent notamment l'effet des frontières sur les échanges d'information et les relations de pouvoir. L'analyse du potentiel de coopération de plusieurs indicateurs régionaux montre ensuite que les frontières affectent diversement la capacité des espaces à développer des initiatives transfrontalières. [...] [Lire la suite et consulter le document.](#)



Cette publication est référencée dans le portail documentaire de la MOT.

Spécialisé sur la coopération transfrontalière, il propose plus de 4000 références documentaires. [Plus d'infos](#)

A noter : le téléchargement des documents en ligne est réservé aux membres de la MOT et, sur demande, aux étudiants et chercheurs.

L'ACTUALITÉ TRANSFRONTALIÈRE

Mission Opérationnelle Transfrontalière
38, rue des Bourdonnais
75001 Paris France
Tel : +33 (0)1 55 80 56 80
mot@mot.asso.fr

Directeur de publication :
Jean Peyrony
Réalisation : Domitille Ayrat

Photos : Droits réservés.

Pour vous abonner :
www.espaces-transfrontaliers.eu

Suivez-nous sur twitter :
[@reseauMOT](https://twitter.com/reseauMOT)



Sous le patronage de la Représentation en France de la Commission européenne



Commission européenne